

# Soutenir l'Unesco,

**Par Hamid-Hocine Oussedik,  
ancien fonctionnaire de l'Unesco,  
consultant international.**

## I - L'Unesco fidèle à son acte constitutif

La Charte des Nations unies, adoptée en juin 1945, est «fondée sur le principe de l'égalité souveraine de tous ses membres» et a, notamment, pour buts de : «Développer entre les nations des relations amicales fondées sur le respect du principe de l'égalité de droits des peuples et de leur droit à disposer d'eux-mêmes, et prendre toutes autres mesures propres à consolider la paix du monde.» Pour l'Acte constitutif de l'Unesco : «La grande et terrible guerre qui vient de finir a été rendue possible par le reniement de l'idéal démocratique, de dignité, d'égalité et de respect de la personne humaine et par la volonté de lui substituer, en exploitant l'ignorance et le préjugé, le dogme de l'inégalité des races et des hommes.» Le principe de l'égalité de droits des peuples et de leur droit à disposer d'eux-mêmes est devenu à travers la jurisprudence internationale une norme de jus cogens au terme de l'article 53 de la Convention de Vienne, c'est-à-dire : une règle de droit international à laquelle aucune dérogation n'est possible, autrement dit une norme impérative du droit international. Il sera un texte de référence pour nombre de ceux qui ont combattu pour leur indépendance, face aux pays colonisateurs ou occupants qui l'ont signé. Lorsque l'on se penche sur l'évolution du système des Nations unies, il apparaît dans une première étape comme un système fondamentalement européen-centrique, peu soucieux des grands problèmes de l'humanité tels que la décolonisation, le respect des droits humains, le droit à l'éducation, les droits culturels, le développement durable, etc.

La décennie de la décolonisation qui couvre globalement la période de 1965-1975 a vu l'adhésion des Etats nouvellement indépendants renforcer la position du groupe des pays du «tiers monde» au sein des Nations unies. Ces pays se montrent moins sensibles aux arguments et aux pressions des grandes puissances. Au sein de l'Unesco, cette tendance s'est accrue de manière sensible lorsque le Conseil exécutif a adopté le 29 octobre 1971 une résolution algérienne reconnaissant «le gouvernement de la République populaire de Chine comme unique représentant de la Chine».

La récente admission de la Palestine à l'Unesco apparaît comme une étape importante de la longue marche entreprise depuis 1947. Un tournant significatif et marquant sera pris en 1974 par l'ONU, lorsque le président Abdelaziz Bouteflika sera élu, au temps où il dirigeait la diplomatie algérienne, président de la 29<sup>e</sup> session de l'Assemblée générale des Nations unies. Grâce à son expérience et au rayonnement de l'Algérie, il saura éviter nombre de chausse-trappes, vaincre de sérieuses oppositions et réticences avant de réussir à convaincre l'Assemblée générale des Nations unies d'expulser le régime d'apartheid sud-africain et d'admettre, pour la première fois, feu Yasser Arafat qui adressera à la communauté internationale un émouvant discours : «Je m'adresse ici tout particulièrement aux Israéliens de toutes les catégories, de



Hamid-Hocine Oussedik en compagnie du diplomate grec et célèbre écrivain Vassilis Vassilikos.

tous les courants et de tous les milieux et, avant tout, aux forces de la démocratie et de la paix, et je leur dis : Venez ! loin de la peur et de la menace, réalisons la paix, loin du spectre des guerres ininterrompues depuis 40 ans dans le brasier de ce conflit, loin de la menace de nouvelles guerres, qui n'auraient d'autre combustible que nos enfants et vos enfants, venez, faisons la paix, la paix des braves, loin de l'arrogance de la force et des armes de la destruction, loin de l'occupation, de la tyrannie, de l'humiliation, de la tuerie et de la torture.» Durant cette même année 1974, l'Unesco organisera en Algérie deux importantes réunions, que j'ai eu le privilège de présider. L'une à Oran du 1<sup>er</sup> au 6 décembre 1975, avec pour thème : «Réunion de la jeunesse sur les nouvelles formes de coopération internationales» et l'autre «Rencontre entre les responsables des mouvements de libération nationale en Afrique australe et les dirigeants d'organisations internationales de jeunesse», à Alger, du 9 au 11 décembre 1975. Tenant compte des recommandations de ces deux réunions, la Conférence générale de l'Unesco autorise le directeur général, en 1976 lors de sa 19<sup>e</sup> session, à «assurer la coopération entre les jeunes des différentes parties du monde, en vue d'assurer la promotion de la paix et de la compréhension internationale, d'inciter les jeunes à lutter plus activement contre le colonialisme et le racisme, de faire participer les organisations de jeunesse aux tâches de développement liées à l'établissement d'un nouvel ordre économique et social international». Des programmes d'aide aux mouvements de libération nationale, dont l'OLP, seront également adoptés. C'était le temps où les sommités culturelles et intellectuelles mondiales, à l'image de Pablo Neruda, apportaient leur compétence, expérience et soutien aux travaux de l'Unesco qui s'imposait comme une organisation ayant une réelle capacité d'anticipation, de réaction et d'adaptation dans les réformes engagées au sein de l'ensemble des institutions des Nations unies. Soixante ans après, n'est-il pas normal que l'Unesco respec-

te la promesse faite aux Palestiniens et s'acquitte aujourd'hui de ses devoirs ? Ce rôle de phare, de guide sur les sentiers de la paix, de la liberté et de la justice sera rappelé avec force à de multiples occasions. En 1995, à l'ouverture des travaux de la 28<sup>e</sup> session de la Conférence générale de l'Unesco, Federico Mayor, directeur général à l'époque, soulignera avec insistance : «Dignité, égalité et respect de la personne humaine», «Justice, liberté et paix» : «Ces valeurs se suivent en rangs serrés dans le préambule de notre Acte constitutif. Elles sont nos phares, aujourd'hui tout autant qu'hier, car elles sont intemporelles, et chaque jour à défendre. L'Unesco n'est pas une institution technique. Sa mission qui porte sur la promotion des valeurs universelles est d'ordre éthique ; aucune crainte, aucune considération sur l'évolution du monde, aucun opportunisme ne viendront écorner ce mandat. Si par malheur ces valeurs venaient à être défaites à l'échelle du monde, l'Unesco en serait le dernier bastion.»

Lors des festivités du 65<sup>e</sup> anniversaire de l'Unesco, en décembre 2010, M<sup>me</sup> Irina Bukova, la nouvelle directrice générale de l'Unesco, lui fera écho en déclarant : «Notre histoire ne fut pas un long fleuve tranquille. Je retiens cependant que l'Unesco, portée par un idéal exprimé de façon nette et limpide et par une action renouvelée chaque fois par des directeurs généraux de grand talent, a toujours su traverser les épreuves et s'adapter aux mutations du monde.» L'admission de l'Autorité palestinienne, le 31 octobre 2011, en tant que 195<sup>e</sup> membre de l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (Unesco) s'inscrit dans la fonction principale des Nations unies, à savoir la préservation de la paix, de la sécurité internationale et de la coopération internationale. C'est, à coup sûr, «une adaptation aux mutations du monde qui ne sera pas sans épreuves à traverser». La Résolution a été adoptée par 107 voix pour, 52 abstentions et 14 voix contre. Les pays africains, latino-américains et arabes se sont prononcés dans leur quasi-totalité

pour l'adhésion de la Palestine, de même que la France qui, auparavant, avait émis des réserves sur cette démarche. La France qui, en l'occurrence, a fait preuve de courage et de réalisme politiques : fidèle en cela au sens aigu de ses responsabilités et de son histoire. Son vote sera salué par une grande ovation dont la Conférence générale n'est pas souvent coutumière. Le porte-parole du Quai d'Orsay soulignera : «La France soutient les responsables palestiniens, au premier rang desquels le président de l'Autorité palestinienne (Mahmoud Abbas), dans leurs efforts pour l'édification d'un État palestinien vivant côte à côte, en paix et en sécurité avec l'État d'Israël.» Parmi les Européens, l'Espagne et la Grèce ont voté pour, l'Italie et le Royaume-Uni se sont abstenus. Les États-Unis, l'Allemagne et le Canada ont voté contre. Israël dénoncera «une manœuvre palestinienne unilatérale qui ne changera rien sur le terrain mais éloigne davantage la possibilité d'un accord de paix». Pour le ministre palestinien : «Nos efforts à l'Unesco remontent à 22 ans», il s'agit «d'un moment historique qui rend à la Palestine certains de ses droits». Le vote du 31 octobre 2011 est, d'abord, une mise en cohérence effective avec la résolution 181 de l'Assemblée générale des Nations Unies adoptée le 29 novembre 1947 avec le soutien actif des Etats-Unis et de l'ex-Union soviétique. Pour rappel, cette résolution demandait l'établissement de deux Etats, l'un arabe palestinien et l'autre juif : «Les États indépendants arabe et juif ainsi que le régime international particulier prévu pour la ville de Jérusalem dans la troisième partie de ce plan commenceront d'exister en Palestine deux mois après que l'évacuation des forces armées de la puissance mandataire aura été achevée et en tout cas, le 1<sup>er</sup> octobre 1948 au plus tard.»

Refuser, aujourd'hui, l'application de la partie concernant la Palestine ne repose sur aucune règle de droit international ou de circonstances exceptionnelles ayant mené à l'invalidation de tout ou partie de la Résolution 181 qui demeure, du reste, l'acte fondateur de l'Etat d'Israël. La Convention de Vienne sur le droit des traités définit les conditions et les effets de l'application du principe de la clause rebus sic stantibus. A cet effet, l'admission de la Palestine à l'Unesco ne peut être comprise comme une «violation substantielle du traité par une des parties» (Article 60)...

«L'impossibilité d'exécution ne peut être invoquée par une partie comme motif pour mettre fin au traité, pour s'en retirer ou pour en suspendre l'application si cette impossibilité résulte d'une violation, par la partie qui l'invoque» (Article 61 § 2).

Enfin, en raison des menaces pour la paix et de l'atteinte à un principe fondamental des relations internationales, à savoir l'intégrité territoriale des États (cf. Article 2, § 2 et 4 de la Charte des Nations unies) : «Le changement fondamental de circonstance ne peut pas être invoqué comme motif pour mettre fin à un traité ou pour s'en retirer, s'il s'agit d'un traité établissant une frontière, ou si le changement fondamental résulte d'une violation, par la partie qui l'invoque» (Article 62 dit clause (rebus sic stantibus)).